

# Le DÉVELOPPEMENT RURAL par le TRAVAIL DÉCENT

POUR LA CROISSANCE, L'EMPLOI PRODUCTIF, LE REVENU, DE BONNES CONDITIONS DE TRAVAIL, L'ÉGALITÉ DES CHANCES, LES DROITS, UNE VOIX, LE DÉVELOPPEMENT DURABLE, LA RÉSILIENCE AUX CRISES, LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE



Bureau International du Travail

## Secteurs

## Notes d'orientation rurale

### L'Agriculture : un moteur de la croissance rurale pro-pauvres

*L'agriculture est le pilier de nombreuses économies rurales. Elle garantit la sécurité alimentaire, l'emploi, les modes de subsistance, les recettes d'exportation et le développement économique. Avec des stratégies intégrées abordant les divers facteurs qui entravent son développement, tels que les problèmes d'infrastructures, de compétences, d'innovation, de transformation et de vente des produits alimentaires, d'accès à la terre, de conditions de travail, et des stratégies qui renforceraient la « voix » des travailleurs et des employeurs agricoles, on pourrait aider la majorité des personnes en situation de pauvreté dans le monde à en sortir.*

#### Faits et chiffres

- L'agriculture a représenté 35 pour cent des emplois en 2009, soit 1,07 milliards de travailleurs.
- L'emploi agricole dans le monde est en baisse et représente à l'heure actuelle cinq pour cent de la population active d'Europe et d'Amérique du Nord. En Afrique et en Asie, l'emploi agricole devrait passer des 70 pour cent des années 1980 à 50 pour cent d'ici 2015.<sup>2</sup>
- La grande majorité des agriculteurs sont des petits propriétaires. Il est estimé que 85 pour cent d'entre eux disposent de moins de deux hectares. Dans des pays aussi divers que le Bangladesh, la Chine, l'Égypte et le Malawi, 95 pour cent des exploitations couvrent moins de deux hectares.<sup>3</sup>
- On associe surtout l'agriculture au milieu rural, mais elle est aussi pratiquée dans des zones urbaines et périurbaines depuis des siècles.
- On estime que la production alimentaire doit augmenter de 70 pour cent pour pouvoir nourrir la population mondiale qui devrait atteindre neuf milliards de personnes en 2050.<sup>4</sup>
- Les réserves mondiales de denrées agricoles deviennent plus rares, d'où une hausse des cours du blé, du riz, du maïs et d'autres produits agricoles. De 2000 à 2008, les stocks mondiaux de blé ont accusé une baisse de 24 pour cent, et de 39 pour cent pour le riz.<sup>5</sup>
- Les principaux secteurs alimentaires et de l'agro-industrie connaissent une concentration accrue : cinq compagnies contrôlent 90 pour cent du commerce mondial des grains ; six sociétés détiennent les trois quarts du marché mondial des pesticides ; et une société transnationale (STN) détient 80 pour cent de la production de lait du Pérou.<sup>6</sup>
- Les femmes sont à l'origine de plus de la moitié de la production alimentaire mondiale, et dans les pays en développement elles constituent 43 pour cent de la main-d'œuvre agricole, soit la plus grande proportion de femmes travaillant dans un secteur.<sup>7</sup>
- Sur les quelques 335 000 accidents de travail mortels, environ 170 000 arrivent à des travailleurs agricoles.<sup>8</sup> L'agriculture est parmi les trois secteurs professionnels les plus dangereux, avec la foresterie et l'exploitation minière.
- Environ 60 pour cent des enfants travailleurs de 5 à 17 ans travaillent dans l'agriculture, parfois dès l'âge de 5 à 7 ans, contre 7 pour cent dans l'industrie, 26 pour cent dans les services et sept pour cent dans d'autres secteurs.<sup>9</sup>



© OIT/M. Crozet

#### Pourquoi il faut agir

- Des questions complexes et interconnectées telles que la hausse de la demande alimentaire et l'accroissement de la population, la baisse de la main-d'œuvre agricole et la dépendance à des ressources naturelles limitées, font des questions agricoles et de la production alimentaire une priorité pour la communauté internationale.
- Du fait de la libéralisation du commerce, les cours nationaux des produits agricoles sont moins liés à l'offre et à la demande nationale, et sont davantage corrélés avec les mouvements des cours internationaux, ce qui les rend plus imprévisibles et volatiles.
- Un certain nombre de pays en développement sont fortement tributaires des exportations de certains produits agricoles (le cacao, le café, le thé), qui constituent une source majeure de revenus et de devises étrangères. Ceci s'avère particulièrement vrai pour les pays les moins développés, pour lesquels les produits primaires représentent jusqu'à 70 pour cent des échanges commerciaux totaux.<sup>10</sup>
- La perte et la non possession de terres est en hausse dans les ménages ruraux, du fait surtout de pressions démographiques, mais aussi des changements climatiques, des conflits, des migrations et de l'acquisition par des acteurs étrangers de grandes étendues de terrain.
- C'est parmi les exploitants et les travailleurs agricoles que l'on retrouve systématiquement la plus forte prévalence et les formes les



© OIT/T. Falise

plus graves de pauvreté, principalement en raison de la faible productivité, du sous-emploi très répandu, de la saisonnalité du travail, de son caractère informel, du manque de reconnaissance et de couverture juridiques, des salaires faibles des travailleurs, de l'accès limité à la sécurité sociale et aux autres formes de protection sociale, et de l'absence de représentation.

- En dépit des risques inhérents au travail agricole (voir l'Encadré 1), les travailleurs ruraux sont parmi les moins protégés en termes d'accès aux services de santé de base, d'indemnisation, d'assurance invalidité à long terme et de pension de survie.
- De nombreux jeunes fuient l'agriculture, essentiellement à cause du manque de perspectives d'emplois de qualité et de revenus, et de faibles infrastructures socioéconomiques en milieu rural.
- Dans de nombreux pays en développement, les travailleurs agricoles se voient refuser des principes et des droits fondamentaux du travail, comme le droit d'association et à la négociation collective, l'élimination du travail des enfants, l'abolition du travail forcé et la non-discrimination.
- Le travail des enfants est très fréquent là où existe la pauvreté, lorsque les parents sont illettrés, en cas d'absence de protection sociale, de travail mal payé, occasionnel et non organisé, ou lorsque l'inspection du travail est insuffisante, autant de facteurs qui sont particulièrement répandus dans l'agriculture.
- Les enfants qui travaillent dans l'agriculture sont souvent invisibles, car ils sont pour la plupart des travailleurs familiaux sans rémunération dans des petites exploitations éparpillées, ou

## Encadré 1

### Les principaux risques professionnels dans l'agriculture

Les risques fréquents reliés au travail agricole incluent :

- Les machines dangereuses comme les tracteurs, les camions et les moissonneuses, et les outils pour couper et percer
- Les produits chimiques dangereux tels que les pesticides, les engrais, les antibiotiques et autres produits vétérinaires
- Les agents toxiques ou allergènes comme les plantes, les fleurs, les poussières, les déchets animaux et les huiles
- Les substances ou agents cancérogènes : certains pesticides comme les arsenicaux et les herbicides phénoxy acétiques, les radiations UV, les maladies parasitaires comme la bilharziose et la fascioliasis
- Les maladies animales transmissibles telles que la brucellose, la tuberculose bovine, l'hydatidose, la tularémie, la rage, la maladie de Lyme, la teigne et la listériose
- Les maladies infectieuses et à parasitaires comme la leishmaniose, le paludisme, le tétanos et les mycoses
- Les risques ergonomiques tels que l'utilisation de matériel et d'outils inadaptés, les postures physiques malsaines ou les positions statiques prolongées, le port de charges lourdes, le travail répétitif et les heures beaucoup trop longues
- Les températures extrêmes liées aux conditions climatiques
- Le contact avec des animaux sauvages et venimeux : insectes, araignées, scorpions, serpents et certains mammifères sauvages

Source: BIT: Sécurité et santé dans l'agriculture (Genève: 2000), disponible sur : [http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/—ed\\_protect/—protrav/—safework/documents/publication/wcms\\_110193.pdf](http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/—ed_protect/—protrav/—safework/documents/publication/wcms_110193.pdf)

encore parce que leurs employeurs les cachent. Cela est aggravé par l'accès limité des inspecteurs du travail aux zones rurales.

- Les filles et les garçons qui travaillent dans des exploitations agricoles ne vont en général pas à l'école s'ils travaillent à temps plein et, même s'ils sont inscrits à l'école, leur présence et leurs résultats en souffrent. Cela menace leurs perspectives professionnelles futures et compromet les perspectives à long terme de leurs familles et de leurs communautés.
- L'agriculture emploie beaucoup de migrants. Ils sont particulièrement exposés à la discrimination et à des conditions de travail dangereuses, alors qu'ils ne jouissent pas de protection sociale, de salaires décentes et de représentation.
- Bien que la Convention de l'OIT sur le Droit d'Association (Agriculture) de 1921 (No.11) ait été à ce jour ratifiée par un grand nombre de pays (122), les organisations de travailleurs, la négociation collective et le dialogue social sont souvent absents dans le monde agricole.
- On estime qu'investir dans l'agriculture est l'une des façons les plus efficaces et productives de sortir les populations de la pauvreté et de la faim.<sup>10</sup>
- Si on leur donnait le même accès aux ressources que les hommes, les femmes pourraient augmenter leur rendement de 30 pour cent, ce qui accroîtrait la production agricole totale de quatre pour cent.<sup>11</sup>
- L'agro-industrie a tendance à classer les tâches des femmes comme non-qualifiées, les femmes étant employées dans des activités à forte intensité de main-d'œuvre, tandis que les hommes ont la préférence pour le travail avec machine, la supervision et lorsqu'il s'agit de recevoir des formations. Par conséquent, les femmes gagnent moins que les hommes et ont de moins bonnes perspectives en termes de développement.
- La diversification dans des activités non agricoles peut réduire la pauvreté en créant des emplois et en accroissant les opportunités de marché pour les produits agricoles. Les activités non agricoles peuvent également améliorer la productivité de la main-d'œuvre, surtout parmi les jeunes qui restent sous-employés dans les zones rurales.
- L'agro-écologie, la pratique qui consiste à appliquer des principes écologiques à la production alimentaire, peut accroître la production et aider à préserver la biodiversité des plantes et les ressources. L'agro-écologie fonctionne particulièrement bien pour les systèmes de culture complexes et est conçue pour les micro-environnements locaux.
- Pour que les sciences et les technologies aident au mieux les personnes en situation de pauvreté, les marginalisés et les communautés indigènes, elles doivent être : peu coûteuses, participatives, adaptées au contexte local, adaptées au site, respectueuses des questions de genre, mais aussi renforcer la biodiversité des cultures locales et être basées sur le savoir des agriculteurs.

## Orientations pour l'action

### Investir dans l'agriculture

- Encourager d'importants investissements dans l'agriculture et le développement rural, en en faisant une priorité sur les agendas nationaux.
- Emanciper les femmes, les jeunes, les peuples indigènes et les communautés marginalisées en zone rurale, en renforçant leurs droits et en garantissant leur participation à l'élaboration et à la mise en œuvre du programme pour l'agriculture et le développement rural.



© OIT/M. Crozet

- Encourager les investissements privés dans la production alimentaire, le stockage après les récoltes, la transformation et la commercialisation, y compris les investissements dans les sciences et les technologies alimentaires et agricoles et dans le développement et le transfert de connaissances.
- Accroître les investissements ciblés dans les pays en développement pour les infrastructures, l'éducation et la santé en zone rurale.
- Promouvoir les investissements dans les systèmes de connaissance agricoles et dans les réseaux de savoir interactifs.
- Encourager la collaboration entre les agriculteurs, les scientifiques et l'industrie.
- Appuyer les partenariats public-privé pour une meilleure commercialisation du savoir et des technologies appliqués.
- Développer les connaissances de base sur l'agriculture et les activités agro-industrielles, dont l'entrepreneuriat, dans les écoles rurales et les initiatives de formation.
- Améliorer l'accès des agriculteurs aux technologies de l'information et des communications (TIC), afin qu'ils puissent anticiper le comportement du marché et vendre et acheter leurs récoltes de manière stratégique.
- Favoriser la mise en place et le renforcement d'associations de petits exploitants, d'employeurs et de travailleurs.
- Encourager la création de coopératives agricoles, de transformation et de vente des produits alimentaires.
- Permettre aux exploitants et leurs organisations, à la société civile rurale et aux organisations non gouvernementales de base de se faire mieux entendre lors des négociations commerciales, grâce à des mécanismes de dialogue et de diffusion des bonnes pratiques à l'échelle mondiale.
- Appuyer la réduction des barrières commerciales et de pratiques d'appui à l'agriculture qui faussent le commerce, par le biais de négociations commerciales internationales.
- Stabiliser les cours des produits de base, notamment en utilisant de façon effective les mécanismes de prix plancher et en étudiant les systèmes de gestion de l'offre nationaux et internationaux.
- Renforcer les chaînes de valeur régionales, nationales et locales, ainsi que les marchés, afin de stimuler la production et la consommation locales et de se protéger des cours volatils des denrées alimentaires sur les marchés internationaux.
- Protéger les sous-secteurs agricoles nationaux sensibles et l'agro-industrie de transformation naissante au moyen de tarifs douaniers et d'autres instruments.

## Améliorer le lieu de travail agricole

- Renforcer les programmes de filets de sécurité sociale, tels que les programmes de garantie de l'emploi, les programmes de transferts d'argent et de nourriture, les bons, les plans de facilitation d'accès aux intrants de production, et assurer un suivi de leur efficacité.
- Associer l'aide offerte dans les programmes de filets de sécurité à des services complémentaires sociaux, de santé et de production.
- Étendre la sécurité sociale de base, comme l'assurance santé, et fournir une protection juridique afin de garantir un salaire minimum et d'autres conditions fondamentales du travail décent dans les zones rurales.
- Diffuser largement les principes et pratiques fondamentaux de la Sécurité et la Santé au Travail, notamment par le biais des programmes nationaux d'enseignement et de formation.
- Élaborer et incorporer des programmes éducatifs pratiques dans les écoles rurales, fournissant des informations importantes sur les entreprises, l'innovation et les méthodes agricoles probantes, ce en plus des cours conventionnels.
- Assurer la protection des migrants et des autres groupes plus exposés à la discrimination et autres désavantages.
- Faire en sorte que les organisations de travailleurs et d'employeurs atteignent les travailleurs ruraux indépendants des exploitations de petite taille ou familiales et des activités non agricoles, y compris ceux du secteur informel et les migrants.
- Encourager les associations d'employeurs et de travailleurs et les coopératives à participer à l'accélération de la lutte contre le travail des enfants, le travail agricole dangereux et autres problèmes.
- Décentraliser l'inspection du travail, en s'appuyant sur les municipalités et les autorités locales pour aborder des problèmes tels que les conditions de travail dangereuses et le travail des enfants.



© IFAD

## Améliorer la productivité agricole

- Appuyer des programmes qui favorisent l'agriculture à faible coût et à faible dépendance au carburant, tels que les banques de semences communautaires, la récupération de l'eau, la préservation des sols, la réforme foncière et les engrais biologiques, tout en investissant dans la recherche et le développement axés sur les méthodes à faible utilisation d'intrants (voir l'Encadré 2).
- Augmenter la portée des approches de culture agro-écologiques durables efficaces, y compris les « technologies sociales » à faible utilisation d'intrants qui utilisent les petites innovations et la gestion par la communauté.
- Développer des programmes qui fournissent aux petits exploitants, plus particulièrement aux femmes et aux jeunes, des intrants fiables, dans les délais et à prix raisonnable, comme les pesticides, les engrais, les technologies de l'information et des communications, ainsi que les ressources financières pour y accéder.

## Encadré 2

### Amélioration du travail dans le cadre du développement local (WIND)

Depuis le milieu des années 1990, l'approche WIND du BIT propose des solutions simples et peu coûteuses qui améliorent les conditions de vie et de travail, ainsi que la sécurité et la santé dans l'agriculture et au sein des communautés rurales, tout en améliorant la productivité. WIND vise à habiliter les petits exploitants agricoles, les autres producteurs et leurs familles et communautés à agir. La démarche est flexible et s'adapte bien aux défis, ressources et forces spécifiques à une zone.

La nature pratique et l'autosuffisance de WIND ont facilité sa diffusion à 23 pays. Au Vietnam, le succès de cette approche, qui a permis plus de 100 000 améliorations dans une seule province, a motivé son incorporation dans le cadre gouvernemental de SST pour l'agriculture. Au Kirghizstan, WIND est utilisée avec de bons résultats depuis les années 2000 afin d'autonomiser les agricultrices via la formation professionnelle en apiculture. C'est ainsi que des programmes basés sur WIND ont aussi pu être mis en œuvre au Kazakhstan voisin et dans plusieurs régions de la Russie.

Comme on a pu l'observer au Kirghizstan, en plus d'améliorer la sécurité au travail, WIND peut aussi favoriser l'égalité entre les sexes, le développement des compétences et l'entrepreneuriat, de même que le dialogue social et les relations tripartites, ce qui facilite son intégration dans les politiques nationales.

Source: Kawakami, T., Khai, T., and Kogi, K. *Work Improvement in Neighbourhood Development Programme (WIND): training programme on safety, health and working conditions in agriculture* (Vietnam: 2005), disponible sur : [http://www.ilo.org/asia/whatwedo/publications/lang—en/WCMS\\_099075/index.htm](http://www.ilo.org/asia/whatwedo/publications/lang—en/WCMS_099075/index.htm)

# Le DÉVELOPPEMENT RURAL par le TRAVAIL DÉCENT

POUR LA CROISSANCE, L'EMPLOI PRODUCTIF, LE REVENU, DE BONNES CONDITIONS DE TRAVAIL, L'ÉGALITÉ DES CHANCES, LES DROITS, UNE VOIX, LE DÉVELOPPEMENT DURABLE, LA RÉSILIENCE AUX CRISES, LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

- Encourager l'utilisation des technologies de l'information et des communications et leur accès. Il s'agit notamment des téléphones portables et d'internet, afin de permettre aux agriculteurs d'obtenir des informations à jour sur la météo, les prix, les perspectives du marché, les accords commerciaux et les opportunités de formation. Leur faible coût et leur accessibilité les rendent particulièrement intéressants pour les petits exploitants des zones reculées.
- Faire connaître les assurances agricoles aux petits exploitants et renforcer les capacités des compagnies d'assurance agricole à remplir leur mandat qui consiste à réduire ou atténuer le risque que représentent pour les institutions financières les prêts aux petits exploitants.
- Favoriser la décentralisation des institutions financières et de crédit vers les zones rurales pour améliorer l'accès des petits exploitants aux intrants (semences, engrais et machines), ainsi que les taux de remboursement parmi ceux-ci.
- Encourager les politiques qui appuient activement la distribution des biens publics, tels que la recherche agricole, les services de vulgarisation des connaissances, les infrastructures d'irrigation et de communication.
- Décentraliser et renforcer les capacités des autorités locales et régionales à formuler des politiques qui tiennent compte des questions de genre et des plans basés sur une évaluation sexospécifique des besoins.
- Mettre en œuvre des politiques pour combler l'écart entre hommes et femmes dans l'agriculture et sur les marchés du travail ruraux, c'est-à-dire :
- Éliminer la discrimination à l'encontre des femmes en termes d'accès à la terre et aux ressources agricoles, à l'éducation, aux services financiers et de vulgarisation des connaissances et aux marchés du travail;
- Investir dans des technologies et des infrastructures qui permettent d'économiser la main-d'œuvre et qui améliorent la productivité afin que les femmes aient du temps supplémentaire à consacrer à des activités productives;
- Faciliter la participation des femmes à des marchés du travail ruraux souples, performants et justes.

## Le rôle de l'OIT

- Plus de 30 instruments juridiques de l'OIT portent sur l'agriculture, notamment les Conventions sur les méthodes de fixation des salaires minima (Agriculture) de 1951 (No. 99); sur les plantations de 1958 (No. 110); sur l'inspection du travail (Agriculture) de 1969 (No. 129); sur les organisations de travailleurs ruraux de 1975 (No. 141); et sur la sécurité et la santé dans l'agriculture de 2001 (No. 184).
- L'OIT travaille auprès des gouvernements membres pour qu'ils ratifient et mettent en application ses Conventions et Recommandations.

## Links

- BIT - Page web des secteurs de l'agriculture ; des plantations ; autres secteurs ruraux  
<http://www.ilo.org/global/industries-and-sectors/agriculture-plantations-other-rural-sectors/lang--en/index.htm>
- BIT/FAO page web sur l'alimentation, l'agriculture et le travail décent  
[http://www.fao-ilo.org/ilo-dec-employ/en/?no\\_cache=1](http://www.fao-ilo.org/ilo-dec-employ/en/?no_cache=1)
- IFAD/FAO/BIT: *Gender Dimensions of Agricultural and Rural Employment: Differentiated Pathways Out of Poverty* (Rome: 2010)  
[http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/-ed\\_emp/documents/publication/wcms\\_150558.pdf](http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/-ed_emp/documents/publication/wcms_150558.pdf)

## Outils

- ◆ BIT: *Code of practice on safety and health in agriculture* (Geneva: 2010)  
[http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/-ed\\_protect/-protrav/-safework/documents/normativeinstrument/wcms\\_161135.pdf](http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/-ed_protect/-protrav/-safework/documents/normativeinstrument/wcms_161135.pdf)
- ◆ BIT: *Ergonomic checkpoints in agriculture* (Geneva: 2010)  
[http://www.ilo.org/employment/DepartmentsOffices/rural-development/WCMS\\_159051/lang--en/index.htm](http://www.ilo.org/employment/DepartmentsOffices/rural-development/WCMS_159051/lang--en/index.htm)

L'Organisation apporte aussi des services consultatifs à ses mandants pour la recherche et l'enrichissement des connaissances sur les questions agricoles, y compris les marchés du travail et les chaînes de valeur.

- Un important nombre d'outils et de guides de l'OIT visent l'agriculture, dont « Amélioration du travail dans le cadre du développement local » (WIND) (voir l'Encadré 2), « Formation pour le renforcement de l'autonomie économique des populations rurales » (TREE), « Stratégies et techniques contre l'exclusion sociale et la pauvreté » (STEP), « Ergonomics Checkpoints in Agriculture » et « La sécurité et la santé dans l'agriculture. Recueil de directives pratiques » paru en 2011. S'y ajoutent environ 40 autres instruments concernant, par exemple, l'entrepreneuriat, la microfinance et le développement économique local.
- L'OIT utilise des programmes de coopération technique au niveau des pays pour y introduire ses outils et ses approches d'appui à l'agriculture basés sur le travail décent.
- L'OIT organise des réunions sectorielles internationales tripartites et des forums de dialogue à l'échelle mondiale d'où ressortent des recommandations de politiques et d'action pour l'agriculture. Elle organise également des ateliers tripartites nationaux de renforcement des capacités, par exemple sur la sécurité alimentaire.
- L'OIT privilégie des démarches intégrées pour le développement agricole qui incluent le VIH et le sida, la sécurité alimentaire, le travail des enfants et les migrations, entre autres.
- Des activités conjointes entre agences de l'ONU sont entreprises dans le cadre « Delivering as one » (« Unis dans l'action »). Elle s'associe notamment à la FAO afin d'optimiser son impact sur le développement rural et la réduction de la pauvreté. Dans le domaine de la sécurité alimentaire, l'OIT est un membre actif de l'Équipe spéciale de haut niveau sur la crise mondiale de la sécurité alimentaire.

<sup>1</sup> BIT : *Les tendances mondiales de l'emploi 2011: le défi d'une reprise de l'emploi* (Genève: 2011)

<sup>2</sup> Croplife International : *Facts and Figures the Status of Global Agriculture* (Bruxelles: 2010)

<sup>3</sup> Banque mondiale: *Rapport sur le développement dans le monde 2008: l'agriculture au service du développement* (Oxford: 2007)

<sup>4</sup> FAO : *Nourrir le monde en 2050* (Rome: 2009), Consulter: <http://ftp.fao.org/docrep/fao/meeting/018/k6021e.pdf>

<sup>5</sup> OCDE-FAO : *Perspectives agricoles 2011-2020* (Rome: 2011)

<sup>6</sup> Patel, Raj: *Hunger Free* (Johannesburg: 2007); aussi De Schutter, Oliver: *Agribusiness and the Right to Food*,

Rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit à l'alimentation, Assemblée générale des Nations Unies (Genève: 2009)

<sup>7</sup> Doss, Cheryl : *If Women Hold Up Half the Sky, How Much of The World's Food Do They Produce?* (Rome: 2011)

<sup>8</sup> BIT : *Sécurité et santé dans l'agriculture* (Genève: 2000)

<sup>9</sup> BIT : *Intensifier la lutte contre le travail des enfants*, Rapport du Directeur général, Conférence internationale du travail, 99<sup>ème</sup> session (Genève: 2010)

<sup>10</sup> FAO : *Trends in World Agricultural Trade, Module 1* (Rome: 2002)

<sup>11</sup> Op. cit., *Rapport sur le développement dans le monde* (Oxford: 2007)

<sup>12</sup> FAO : *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2010-2011* (Rome: 2010), p. 42

- ◆ BIT: *Tackling hazardous child labour in agriculture: Guidance on policy and practice* (toolkit) (Geneva: 2006)  
<http://www.ilo.org/ipeinfo/product/viewProduct.do?productId=2799>

## Autres ressources

- ◆ BIT: *Promotion of Rural Employment for Poverty Reduction* (Geneva: 2008)  
[http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/-ed\\_norm/-relconf/documents/meetingdocument/wcms\\_091721.pdf](http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/-ed_norm/-relconf/documents/meetingdocument/wcms_091721.pdf)
- ◆ BIT: *Tripartite Technical Workshop on the Impact of the Food Price Crisis and Its Impact on Decent Work* (Geneva: 5-6 March 2009)  
[http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/-ed\\_emp/documents/publication/wcms\\_106442.pdf](http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/-ed_emp/documents/publication/wcms_106442.pdf)

## Nous contacter :

Secteur de l'agriculture : [Sector@ilo.org](mailto:Sector@ilo.org)  
Raj Paratian : [paratian@ilo.org](mailto:paratian@ilo.org)

Auteurs : Himesh Pala et Raj Paratian